

Convention collective

**IDCC : 8252. – ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX
(Basse-Normandie)
(19 décembre 1989)**

(Etendue par arrêté du 13 août 1990,
Journal officiel du 30 août 1990)

AVENANT N° 55 DU 27 JUIN 2013

NOR : AGRS1397161M
IDCC : 8252

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

L'UR des syndicats chrétiens CFTC de Basse-Normandie ;

L'UR FGA CFDT de Basse-Normandie ;

L'UR des syndicats FO de Basse-Normandie ;

L'union régionale agroalimentaire et forestière CGT ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

L'UNSA2A,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations professionnelles et syndicales précitées ont souhaité mettre en place, au sein des entreprises relevant du champ d'application de la convention, une option « Rente de conjoint OCIRP » adossée au régime de prévoyance obligatoire des salariés cadres.

Article 1^{er}

L'article 27 *ter* « Régime de santé surcomplémentaire des salariés cadres » de la convention est abrogé et remplacé par :

« Article 27 *ter*

Option "Rente de conjoint OCIRP"

I. – Préambule

Les employeurs de salariés reconnus cadres selon les critères de l'AGIRC sont tenus d'adhérer à la caisse de prévoyance des cadres d'entreprises agricoles (CPCEA) et d'y affilier leurs salariés cadres et assimilés dans les conditions prévues par la convention collective de prévoyance du 2 avril 1952 étendue par l'arrêté ministériel du 13 octobre 1953. Les employeurs sont responsables des versements trimestriels de la cotisation totale audit organisme.

II. – Entreprises concernées

Les employeurs liés par la présente convention sont également tenus de souscrire, en complément des garanties prévues par l'avenant n° 45 du 29 novembre 2011 à la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles, à l'option "Rente de conjoint OCIRP – Formule 1".

III. – Définitions de l'option

Formule 1. – Garantie exprimée en pourcentage du salaire de référence

Rente temporaire 6 % + rente viagère 12 % + capital substitutif 50 % + majoration enfant 10 % + rente orphelin.

Rente de conjoint temporaire

Le décès du participant ouvre droit pour le conjoint à une rente de conjoint temporaire égale à 6 % du salaire de référence, sous réserve de ne pas pouvoir bénéficier immédiatement d'une allocation de réversion à taux plein des régimes de retraite complémentaire (ARRCO-AGIRC).

La situation du concubin ou du partenaire lié par un Pacs est assimilée à celle d'un conjoint survivant pour le service de la rente temporaire.

Cette rente est majorée de 10 % de son montant par enfant à charge au jour du décès.

Le conjoint, le cocontractant d'un Pacs, le concubin, l'enfant à charge ainsi que le salaire de référence sont définis à l'annexe des conditions générales de la garantie.

La date d'effet de la rente est fixée au premier jour du mois civil qui suit le décès.

Rente de conjoint viagère

Le décès du participant ouvre droit pour le conjoint, le cocontractant d'un Pacs ou le concubin, tel que défini à l'annexe des conditions générales, à une rente de conjoint viagère, dont le montant est égal à 12 % du salaire de référence.

Cette rente est majorée de 10 % de son montant par enfant à charge au jour du décès, tel que défini à l'annexe des conditions générales.

La date d'effet de la rente est fixée au premier jour du mois civil qui suit le décès.

Elle cesse d'être due à compter du premier jour du trimestre civil qui suit la date du décès du bénéficiaire.

Rente d'orphelin de père et de mère

En cas de décès du participant, une rente temporaire, égale à 10 % du salaire de référence, est attribuée aux orphelins de père et de mère.

La date d'effet de la rente est fixée au premier jour du mois civil qui suit le décès.

La rente d'orphelin est versée tant que l'orphelin répond à la définition d'enfant à charge, tel que défini à l'annexe des conditions générales et, en tout état de cause, sans condition jusqu'à l'âge de 21 ans.

Capital décès de substitution

En cas de décès du participant et en l'absence de bénéficiaire des prestations de rente de conjoint, un capital décès de substitution est attribué à la (aux) personne(s) physique(s) désignée(s) par le participant.

Ce capital est égal à 50 % du salaire de référence, tel que défini à l'annexe des conditions générales.

Le règlement du capital décès de substitution s'effectue dans les 15 jours suivant la date de réception par l'institution du dossier de demande de versement, dûment complété et accompagné de l'intégralité des pièces justificatives.

IV. – Cotisations

L'option "Rente de conjoint OCIRP – Formule 1" est financée par une cotisation définie par le conseil d'administration de la CPCEA.

Au jour de la signature du présent avenant, elle s'élève à 0,63 % du salaire annuel brut TA/TB/TC.

Cette cotisation est répartie comme suit entre les employeurs et les salariés : 50 % part employeur – 50 % part salarié. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur, sous réserve de son extension, le premier jour du trimestre qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 3

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé au service chargé de l'enregistrement des accords au sein de la DIRECCTE de Basse-Normandie.

Fait à Caen, le 27 juin 2013.

(Suivent les signatures.)